

À NEUF MOIS DE LA PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Déballage nauséabond et règlements de comptes

On n'en finit pas de découvrir les secrets de la Françafrique, ce système décrié de réseaux d'influence maintenus par la France avec ses anciennes colonies. Les langues se délient toutefois étonnamment maintenant.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Une odeur de soufre souffle sur la France à neuf mois de la présidentielle. «Ça pue», déclarent même certains politiques ; «ça sent la manipulation» de Sarkozy, disent beaucoup d'autres.

L'interview qu'a donnée Robert Bourgi, un des piliers de la Françafrique, héritier de Foccart et actuel conseiller officieux de Nicolas Sarkozy, fait scandale.

Si les pratiques qu'il révèle dans l'interview donnée au JDD de cette semaine sont de notoriété publique connus depuis les nombreux écrits sur la Françafrique, les détails qu'il fournit, cependant, sont dignes de comportements mafieux, inimaginables pour de hauts responsables politiques.

Mais, relèvent beaucoup d'observateurs, il y a un hic : ce quasi-mercenaire qui a servi tous les dirigeants français depuis de Gaulle ne met à l'index dans son déballage que deux hommes, Chirac et de Villepin, et accessoirement un troisième, Juppé. Il le fait en plein procès Chirac sur les emplois fictifs ; à trois jours de l'arrêt de la cour d'appel dans l'affaire Clearstream et, enfin, avant la sortie du livre du journaliste Pierre Péan «La République des malles». Une coïncidence ? Difficile à croire.

Comment ce monsieur Bourgi, avocat franco-libanais de formation, a convié jusqu'à l'Élysée pendant des années les millions des chefs d'Etat africains ?

Son récit est proprement scandaleux : «Pendant trente ans, Jacques Foccart (l'homme exclusif des affaires africaines de De Gaulle, décédé en 1997) a été en charge, entre autres choses, des transferts de fonds entre les chefs d'Etat africains et Jacques Chirac. Moi-même, j'ai participé à plusieurs remises de malles à Jacques Chirac, en personne, à la Mairie de Paris».

Lorsque le journaliste lui demande s'il le faisait directement, Bourgi répond «oui, bien sûr», et donne des détails croustillants : «C'était toujours le soir. «Il y a du lourd ?» demandait Chirac quand j'entraais dans le bureau... Il prenait le sac et se dirigeait vers le meuble vitré au fond de son bureau et rangeait lui-même les liasses.» Et à la mort de Foccart que faites-vous avec Dominique de Villepin ? Et les remises de valises ont-elles continué ? lui est-il demandé. «Elles n'ont jamais cessé. A l'approche de la campagne présidentielle de 2002, Villepin m'a carrément demandé la marche à suivre... Par mon intermédiaire, et dans son bureau, cinq chefs d'Etat afri-



Robert Bourgi.

cains — Abdoulaye Wade (Sénégal), Blaise Compaoré (Burkina Faso) Laurent Gbagbo (Côte d'Ivoire), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville) et bien sûr Omar Bongo — ont versé environ 10 millions de dollars pour cette campagne (présidentielle de Chirac) de 2002.»

Et cette précision cocasse s'il n'était question de dirigeants qui gouvernent notre continent : «Un exemple qui ne s'invente pas, celui des djembés (des tambours africains). Un soir, j'étais à Ouagadougou avec le président Blaise Compaoré. Je devais ramener pour Chirac et Villepin 3 millions de dollars. Compaoré a eu l'idée, connaissant Villepin comme un homme de l'art, a-t-il dit, de cacher l'argent dans

quatre djembés... Les tam-tams étaient bourrés de dollars. Une fois dans son bureau, Villepin a dit «Blaise déconne, c'est encore des petites coupures».» Suivent après de très nombreux détails tout aussi surréalistes les uns que les autres, sur chacune des opérations de remise d'argent directement à Chirac ou à Villepin, les valises bourrées d'argent et planquées derrière les fauteuils parce que des gens étaient dans le bureau de Villepin ; ou encore les cadeaux qu'il aurait eu à remettre à l'un ou l'autre des deux responsables : bâton de maréchal ; superbes masques africains, livres rares et manuscrits de Napoléon ou encore «cette montre Piaget offerte par Bongo qui devait

réunir environ deux cents diamants. Un objet splendide, mais difficilement portable en France».

Enfin, lorsque le journaliste lui demande : «Les financements africains auraient-ils cessé pour la campagne de 2007 ? Difficile à croire, d'autant que Sarkozy à peine élu, s'est rendu au Gabon et a annulé une partie de la dette gabonaise», l'homme de l'Afrique et porteur de malles aux dirigeants français a eu cette réponse : «Je dis ce que je sais. Ni Omar Bongo ni aucun autre chef d'Etat africain n'a remis d'argent à Nicolas Sarkozy ni à Claude Guéant.»

Tout le monde veut bien le croire mais pourquoi celui qui se dit avoir vidé sa conscience d'un secret trop lourd et qu'il l'a fait parce qu'il a eu honte le fait-il maintenant ? En attendant, Jacques Chirac (qui semble avoir retrouvé sa mémoire) et Villepin ont décidé, dimanche soir, de déposer plainte en diffamation contre Robert Bourgi.

Par ailleurs, si le porte-parole de la présidence sénégalaise dément ces accusations «complètement fausses pour le Sénégal» par un communiqué qui devra, promet-il, être suivi par un autre, un ex-proche du régime déchu de Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire confirme qu'il y a bien eu transfert de trois millions d'euros pour la campagne de Jacques Chirac en 2002. Ambiance, ambiance...

K. B.-A.

L'ALLEMAGNE NE CROIT PLUS EN L'EUROPE

Bruxelles face au Ground Zero financier

L'Union européenne va mal, très mal. Depuis un bon bout de temps, tout le monde sait cela. Le drame, aujourd'hui, est que l'Allemagne, la puissante Allemagne, en fait le rêve européen, ne veut pas venir au secours de Bruxelles, refuse d'assister ou d'accompagner l'Union européenne.

De notre bureau de
Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Berlin l'a dit et redit, pas question de mettre un euro de plus pour soutenir la Grèce. Pire, les milliards d'euros mis sur la table lors du dernier sommet (Belgique- juillet 2011) doivent être remboursés selon les termes convenus et rubis sur l'ongle. D'un mot, quitte à ce que Athènes impose à son peuple non pas de la rigueur — c'est fait — mais l'étouffement.

Angela Merkel peut d'autant moins venir en aide à la belle mais néan-

moins fainéante Hélène que le Parlement allemand a pondu une loi qui ne permet plus à l'exécutif d'accorder quoi que ce soit à l'extérieur sans passer par le parloir démocratiquement élu. Le gouvernement ne pourra donc plus décider d'autres plans de sauvetage de la Grèce. Si tant est que telle était son intention.

Les prochains sommets européens compteront donc pour du beurre vu que le principal contributeur de l'Europe ne peut plus donner. Pour

autant, ce n'est pas vraiment une surprise. Les Allemands ont, depuis les faux bilans présentés par les Grecs, estimé que plus un euro de plus ne sera mis sur la table Europe.

Le chacun pour soi et l'Allemagne pour tous est fini, bel et bien fini. Berlin a la tête ailleurs, dorénavant : vers la Chine, l'Amérique, le Brésil, l'Inde, une partie de l'Afrique, l'Algérie si hizb français ne démantèle pas Desertec.

Les Allemands savent que leur produit, lourd et compétitif machinisme et leur savoir-faire légendaires auront toujours leur place, ici et ailleurs, l'Europe restera donc leur marché intérieur. Pas moins mais pas plus. Le



Angela Merkel.

Royaume-Uni se satisfait de la démarche allemande. Londres, on le sait, a toujours voulu une Europe-comptoir, un Bruxelles-marchand pas

fédéral.

Le Benelux (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg), au déficit raisonnable, peut s'accommoder de la nouvelle Allemagne.

Perdants : les Sudistes. L'Espagne, l'Italie, la Grèce, Chypre... les ex de l'Est s'accrocheront à Berlin et sauront s'adapter vu leur proximité et le volume des échanges — énorme — qu'ils ont avec les Germains.

La Turquie, que l'UE a toujours bloquée aux portes de l'adhésion, est-elle encore intéressée par cet ensemble si peu solidaire et si peu — économiquement — fiable ? Ankara semble voir ailleurs.

Reste la France. Paris donne l'impression d'avoir pris les devants en compagnie du Royaume-Uni. Comme au XIX^e siècle, le bon vieux temps. Premier déploiement : la Libye.

A. M.